

SEANCE DU CONSEIL GENERAL DU 26 OCTOBRE 2007

VŒU RELATIF AU MAINTIEN DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITE

PRESENTE PAR PATRICE LECLERC
AU NOM DES GROUPES COMMUNISTE, SOCIALISTE ET VERT

- Considérant** les décisions et volontés de directions du Trésor Public de fermer définitivement les trésoreries des Bois-Colombes, de la Garenne-Colombes au 30 avril 2008, celle de Châtenay-Malabry à l'été 2008, d'arrêter l'activité de recouvrement des impôts et donc l'accueil du public pour la trésorerie d'Antony, intervenant après la fermeture des trésoreries de Fontenay-aux-Roses, du Plessis-Robinson et de Puteaux
- Considérant** la décision de la branche commerce d'EDF de fermer l'été passé la caisse de l'agence de Nanterre qui demeurait la seule de tout notre département après les fermetures des caisses d'Asnières-sur-Seine, Neuilly-sur-Seine, Puteaux, Levallois-Perret, Boulogne-Billancourt, Suresnes et Rueil-Malmaison
- Considérant** les remaniements et restructurations, voire suppression des centres de distribution de courrier ou bureaux de Poste, de tournées comme à Colombes ou Gennevilliers.
- Considérant** les décisions déjà effectives touchant des centres ou bureaux d'accueil du public de la CPAM, de la Banque de France, de la Trésorerie générale, de la Poste
- Considérant** que les conséquences sont désastreuses pour les usagers, souvent les plus défavorisés et ayant le plus besoin du contact direct avec les agents,
que le principe même de proximité des services publics est remis en cause,

Le Conseil général des Hauts-de-Seine demande aux directions des différents services publics de revoir leurs décisions, de rouvrir les centres ou bureaux d'accueil du public, permettant d'accomplir réellement les missions auprès des populations.

Le Conseil général des Hauts-de-Seine souhaite que le nombre et la qualité des points d'accès à ces différents services publics soient maintenus dans le département, pour le suivi des dossiers et une plus grande accessibilité.

Le Conseil général des Hauts-de-Seine propose la tenue d'une table ronde rassemblant les conseillers généraux, les maires et les acteurs des services publics de notre département ayant pour but de faire un point exhaustif de la situation et de prendre les décisions pour enrayer ce désengagement territorial.